ÉGYPTE

Le Caire va «réexaminer» la rupture de ses relations diplomatiques avec la Syrie

Le roi de Jordanie est arrivé hier au Caire, pour la première visite d'un chef d'Etat étranger en Égypte depuis le renversement par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, dont les partisans restent mobilisés pour réclamer son retour au pouvoir.

Abdallah II a été accueilli à son arrivée par le Premier ministre de transition Hazem Beblawi. Il doit effectuer une «courte visite» selon l'agence officielle égyptienne Mena.

La Jordanie avait rapidement félicité les nouvelles autorités égyptiennes après la chute de M. Morsi, estimant que leur mise en place, après des manifestations de grande ampleur contre le président, répondait «à la volonté et au choix du peuple égyptien».

Les Frères musulmans jordaniens, proches du mouvement islamiste dont est issu M. Morsi, avaient en revanche dénoncé une «conspiration» américaine. Cette visite survient dans un climat intérieur tendu en Égypte, où le pouvoir fait également face à des inquiétudes à l'étranger sur l'évolution du pays. Elle survient également dans un contexte d'intenses efforts américains pour relancer les négociations israélo-palestiniennes, un dossier dans lequel Amman et Le Caire sont traditionnellement actifs.

Les principales visites au Caire depuis la chute de M. Morsi ont été celles du secrétaire d'Etat adjoint américain William Burns et de la réprésentante diplomatique de l'Union européenne Catherine Asthon.

Les Emirats arabes unis ont également envoyé une délégation gouvernementale de haut niveau.

Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement transitoire, Nabil Fahmy, a quant à lui annoncé un «réexamen» de la décision du précédent pouvoir de rompre les relations avec Damas. Sans se prononcer formellement ou non sur une reprise de ces relations, il a semblé prendre des distances avec la politique de M. Morsi dans ce dossier, en affirmant que Le Caire n'appelait pas au «jihad» contre Bachar al-Assad en Syrie.

M. Fahmy a ajouté que la priorité de son action irait à «expliquer clairement et honnêtement» la situation qui prévaut en Égypte. Les arrestations de nombreux dirigeants des Frères musulmans, la mise au secret de M. Morsi par l'armée, la mort de plus d'une centaine de personnes dans des violences depuis la chute de ce dernier et les incertitudes du calendrier politique à venir provoquent de nombreuses inquiétudes à l'étranger.

Des milliers de pro-Morsi étaient toujours présents hier sur deux sites occupés depuis trois semaines au Caire : les abords de la mosquée Rabaa al-Adawiya au nord-est de la ville, et ceux de l'Université du Caire, plus proche du centre-ville.

«La volonté du peuple contre la force militaire» proclamait une banderole déployée à Rabaa al-Adawiya, où les portraits de M. Morsi étaient omniprésents avec la mention «notre président» ou «président légitime».

L'ambiance était calme dans le village de tentes installé sur place, de nombreux manifestant restant allongés sous des tentes en attendant par une chaleur torride le coucher du soleil, qui marque la rupture du jeûne durant le mois de Ramadhan. D'autres faisaient le tour du campement en scandant «islamique, islamique !», en référence au gouvernement qu'ils réclament. Des manifestations pro-Morsi vendredi, ayant rassemblé des dizaines de milliers de personnes, ont été les plus importantes depuis la formation mardi du gouvernement intérimaire.

Le président par intérim Adly Mansour ainsi que l'armée avaient mis en garde contre toute violence. Les Frères musulmans dénient toute légitimité au nouveau pouvoir qu'ils accusent d'être issu d'un coup d'Etat militaire, et font valoir que M. Morsi a été démocratiquement élu. Ils ont à de multiples reprises affirmé vouloir maintenir un rapport de force avec la poursuite de manifestations de rue.

Aucun incident grave n'a été signalé dans la capitale vendredi, mais trois femmes ont été tuées et sept autres personnes blessées dans la soirée à Mansoura, dans le delta du Nil (nord), lors d'affrontements entre partisans de l'ancien président et opposants, a indiqué le ministère de la Santé. Les Frères musulmans affirment qu'elles étaient des sympathisants islamistes. Des rassemblements des adversaires de M. Morsi se sont également tenus vendredi soir, mais avec moins de monde et dans une ambiance festive, place Tahrir et aux abords du palais présidentiel. Le pouvoir est également confronté à une nette détérioration de la sécurité dans la péninsule du Sinaï (est), où sont implantés des groupes islamistes radicaux.

Photo : DR.

Des opposants au président déchu Morsi rassemblés à la place Tahrir.

Depuis le 3 juillet, 13 policiers et deux soldats y ont été tués, ainsi que sept civils, selon un décompte de l'AFP. L'agence Mena a également indiqué jeudi que dix djihadistes avaient été tués en deux jours lors d'une opération de l'armée dans cette région.

Par ailleurs, l'Égypte va «réexaminer» ses relations diplomatiques avec la Syrie qui avaient été rompues le mois dernier sous la présidence de l'islamiste Mohamed Morsi, déposé depuis par l'armée, a déclaré hier le ministre par intérim des Affaires étrangères Nabil Fahmy. «Tout sera réexaminé», a déclaré à la presse M. Fahmy, au sujet de la décision de rompre l'ensemble des relations diplomatiques avec la Syrie prise par M. Morsi.

«Cela ne signifie pas forcément qu'elles vont reprendre», a-t-il souligné.

«Il n'y a aucune intention d'un djihad en Syrie», a-t-il ajouté, en référence aux appels à la guerre sainte en Syrie qui avaient été lancés sous la présidence de Mohamed Morsi.

MALI

L'UA appelle les parties en conflit à œuvrer pour assurer un processus électoral pacifique

L'Union africaine (UA) a appelé les parties en conflit au Mali à œuvrer en vue d'assurer un processus électoral pacifique, alors que des violences persistent à Kidal dans le nord du pays.

L'UA appelle toutes les parties prenantes politiques au Mali «à prendre les mesures nécessaires pour organiser des élections pacifiques en temps opportun», afin de réduire les tensions politiques sur le continent, indique un communiqué de l'UA publié hier.

Ce communiqué a été publié suite à la réunion de son Conseil paix et sécurité (CPS), tenue la veille et consacrée à la préparation des élections au Mali, à Madagascar, en Guinée Bissau et dans d'autres Etats africains.

L'organisation panafricaine a en outre salué les efforts du gouvernement malien d'organiser des élections crédibles, le 28 juillet, en dépit des défis sécuritaires et logistiques.

L'UA rappelle, dans ce sens, sa décision de déployer une mission d'observation à long terme au Mali.

Samedi, la situation était calme après des violences qui ont fait la veille quatre morts à Kidal, ville du nord-est du Mali patrouillée par les soldats de l'ONU et de l'armée malienne, selon une source militaire et des habitants.

S'agissant de Madagascar, le communiqué relève l'impasse politique persistante dans le pays et rappelle les dernières interactions entre le Groupe de contact international sur Madagascar et les parties prenantes malgaches. L'UA exhorte les acteurs politiques malgaches à régler rapidement leurs différends, appelant les candidats Andry Rajoelina, Mme Lalao Ravalomanana et l'ancien président Didier Rastiraka, à retirer leurs candidatures aux prochaines élections présidentielles afin de préparer la voie au parachèvement du processus de transition. L'organisation continentale affirme qu'elle reste «ferme» sur cette décision et demande le retrait des trois candidats au plus tard le 31 juillet 2013.

ETATS-UNIS—RUSSIE

Obama prêt à une relation a minima avec Poutine

En laissant planer le doute sur la venue de Barack Obama à Moscou, Washington fait savoir au pouvoir russe qu'il se satisfera, faute de mieux, d'une relation a minima avec Vladimir Poutine, estiment des experts américains.

En pleine passe difficile dans les relations russo-américaines, sur fond de conflit en Syrie, de critiques virulentes après la condamnation d'un opposant russe de premier plan et de la demande d'asile du fugitif Edward Snowden, l'administration Obama a entretenu l'ambiguïté cette semaine sur le volet moscovite de la visite en Russie du président, en septembre.

Le sommet du G20 est en effet prévu de longue date les 5 et 6 septembre à Saint-Pétersbourg. A la mi-juin, les autorités russes et américaines ont annoncé un sommet entre MM. Obama et Poutine les 3 et 4 septembre. Il s'agirait seulement de la seconde visite de M. Obama à Moscou depuis son arrivée au pouvoir en janvier 2009, et de la première depuis que M. Poutine a repris les rênes du pouvoir en mai 2012.

Si la Maison Blanche a ignoré vendredi les appels de deux sénateurs américains de premier plan à exiger du G20 qu'il retire l'organisation de son sommet à la Russie en cas de feu vert à la demande d'asile de M. Snowden, inculpé pour espionnage après avoir révélé des opérations gouvernementales massives de surveillance électronique, elle laisse planer le doute sur le passage de M. Obama à Moscou. «Je peux dire que le président a l'intention de se rendre en Russie pour le sommet du G20. Je n'ai rien à ajouter à ce que nous avons dit dans le passé sur ce voyage», a déclaré mercredi le porte-parole de la présidence, Jay Carney, une position dont la Maison Blanche n'a pas dévié, même quand le *New York Times* a évoqué jeudi une possible annulation du déplacement moscovite au motif des tensions nées de l'affaire Snowden.

Pour Andrew Kuchins, expert ès Russie au centre de réflexion CSIS de Washington, l'administration Obama fait ainsi savoir aux dirigeants de Moscou que «s'ils accordent l'asile à Snowden (...) ce sera tout simplement la goutte qui fera déborder le vase».

Mais pour son collègue de l'institut Brookings, Steven Pifer, l'affaire Snowden pèse finalement peu à côté des nombreux autres dossiers qui empoisonnent les relations entre les deux anciens adversaires de la Guerre froide, et sur lesquels Moscou semble peu réactif.

«Le président (Obama) voudrait en faire plus sur le contrôle des armes», comme l'a montré son appel en juin à Berlin à une réduction supplémentaire des arsenaux nucléaires, remarque M. Pifer, spécialiste des armements et des affaires est-européennes. «Il voudrait trouver une solution sur la défense antimissile (...) et doper la coopération économique», énumère cet ancien ambassadeur en Ukraine.

C'est sur ces questions que l'administration décidera ou non d'aller à Moscou, selon M. Pifer, et M. Kuchins le rejoint sur ce point, le raisonnement du président étant selon lui que «je ne vais pas perdre mon temps et les ressources de mon administration dans une relation qui ne se révèle pas fructueuse».

Contrastant avec la détente qui avait présidé aux relations entre M. Obama et le dauphin de M. Poutine, Dmitri Medvedev, les rencontres bilatérales du président américain avec l'actuel maître du Kremlin se sont distinguées par leur ambiance glaciale et crispée, que ce soit au G20 de Los Cabos (Mexique) en 2012 ou au G8 de Lough Erne (Irlande du Nord) en juin. M. Poutine avait carrément snobé le G8 de Camp David en mai 2012.

Si le sommet de Moscou n'a pas lieu, les ponts ne seront pas coupés, d'autant plus qu'une rencontre bilatérale entre MM. Obama et Poutine restera possible en marge du G20 et permettra de sauver la face, souligne M. Pifer. Il note aussi que les chefs de la diplomatie des deux pays, John Kerry et Sergueï Lavrov, entretiennent des relations «convenables», garantes de la poursuite d'un dialogue de haut niveau.

Si M. Obama décide de ne pas aller à Moscou, toutefois, «les Russes ne seront pas contents. Poutine aime montrer qu'il joue dans la cour des grands. Et si le président américain décide que cela ne sert pas à grand-chose de passer une journée et demie avec vous, cela fait passer un message qui sera mal reçu», prédit M. Pifer.

«Est-ce que cela sera suffisant pour inciter les Russes à prendre des mesures assurant que le sommet (de Moscou) aura lieu, cela reste à voir», conclut-il.